

F. 89 — 917

11 MAI 1989. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 6 août 1951
régissant le service de la dette publique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 juin 1868 apportant des modifications aux dispositions qui régissent le service de la dette publique;

Vu l'arrêté royal du 6 août 1951 régissant le service de la dette publique, modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1959, par la loi du 10 octobre 1967 et par les arrêtés royaux des 9 décembre 1971, 10 novembre 1987 et 26 avril 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le chapitre Ier de l'arrêté royal du 6 août 1951 régissant le service de la dette publique et comprenant les articles 1 à 4, est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE Ier. — Des titres de la dette publique »

Article 1er. Les titres de la dette publique consistent en obligations au porteur, en certificats globaux et en inscriptions nominatives.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions relatives à la dépossession involontaire des titres au porteur et sous réserve de stipulations contraaires dans les contrats d'emprunt et les clauses d'émission, les obligations au porteur sont délivrées aux risques et périls des preneurs.

Art. 3. Les arrêtés ou contrats d'emprunt peuvent prévoir que tout ou partie d'un emprunt sera représenté par des certificats globaux délivrés à la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres, au Fonds des rentes et aux organismes désignés dans ces arrêtés ou contrats.

Le certificat global remis à la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres est au porteur.

Le certificat global remis au Fonds des rentes est nominatif.

Les certificats globaux ne peuvent être scindés.

Les modifications au capital qu'ils représentent, entraînent la création d'un avenant, délivré par le service de la dette publique.

Les certificats globaux au porteur ne peuvent être remis matériellement ni aux propriétaires des titres, ni à leurs mandataires.

Sur la base des certificats globaux au porteur, les dépositaires de ceux-ci ouvrent des comptes courants en valeurs mobilières.

Les titulaires d'inscriptions en un compte-titres ne sont admis à faire valoir leurs droits y afférents qu'envers l'organisme qui leur a ouvert le compte.

Art. 4. La part des emprunts qui est représentée par un certificat délivré à la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres est traitée suivant les dispositions de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1987, favorisant la circulation des valeurs mobilières. »

Art. 2. L'intitulé du chapitre II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE II. — Des grands-livres de la dette inscrite »

Art. 3. Les articles 5 et 6 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 5. Chaque fois que les arrêtés ou les contrats d'emprunt le prévoient, il est ouvert, par espèce ou série de dette, un grand-livre d'inscriptions nominatives, dont un double est déposé à la Cour des comptes.

Art. 6. Les inscriptions nominatives sur le grand-livre de la dette publique constituent le titre des créanciers inscrits. »

Art. 4. Les articles 8 et 9 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 8. Le demandeur d'une inscription nominative signe une déclaration concernant l'intitulé de l'inscription et le paiement des arrérages.

Art. 9. Le service de la dette publique délivre à l'intéressé un extrait d'inscription. »

N. 89 — 917

11 MEI 1989. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 augustus 1951
tot regeling van de dienst der Staatsschuld

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 16 juni 1868 tot wijziging van de bepalingen die de dienst van de staatsschuld regelen;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de dienst der Staatsschuld, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1959, bij de wet van 10 oktober 1967 en bij de koninklijke besluiten van 9 december 1971, 10 november 1987 en 26 april 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de dienst der staatsschuld dat de artikelen 1 tot 4 bevat, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« HOOFDSTUK I. — Titels der staatsschuld »

Artikel 1. De effecten van de staatsschuld bestaan uit obligaties aan toonder, uit globale certificaten en uit inschrijvingen op naam.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen omtrent onvrijwillige buitenbezitstelling van de effecten aan toonder en onder voorbehoud van strijdige bedingen in de leningscontracten en de clausules van uitgifte, worden obligaties aan toonder uitgereikt op eigen risico van de nemers.

Art. 3. In de besluiten of de leningscontracten kan worden bepaald dat een lening geheel of gedeeltelijk wordt vertegenwoordigd door globale certificaten die afgegeven worden aan de Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas, aan het Rentenfonds en aan de instellingen die in die besluiten of contracten worden aangewezen.

Het aan de Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas afgegeven globaal certificaat is er een aan toonder.

Het aan het Rentenfonds afgegeven globaal certificaat is er een op naam.

Globale certificaten kunnen niet worden gesplitst.

Bij wijzigingen van het kapitaal dat ze vertegenwoordigen, wordt een aanhangsel door de dienst der staatsschuld afgeleverd.

Globale certificaten aan toonder kunnen niet materieel overhandigd worden aan de eigenaars van de effecten of aan hun gemachtigden.

De depositarissen van globale certificaten aan toonder openen op basis ervan rekeningen-courant in effecten.

De titularissen van inschrijvingen op een effectenrekening mogen de eraan verbonden rechten uitsluitend laten gelden bij de instelling die hun een rekening geopend heeft.

Art. 4. Het gedeelte van de leningen, dat vertegenwoordigd wordt door een certificaat afgeleverd aan de Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas, wordt volgens de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1987, ter bevordering van de omloop van de effecten behandeld. »

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« HOOFDSTUK II. — De grootboeken van de ingeschreven schuld »

Art. 3. Artikelen 5 en 6 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 5. Telkens als de besluiten of leningscontracten zulks bepalen, wordt per soort of serie van schuld een grootboek van nominatieve inschrijvingen geopend, waarvan een dubbel ingediend wordt bij het Rekenhof.

Art. 6. De inschrijvingen op naam in het grootboek der staatsschuld vormen de titel voor de ingeschreven schuldeisers. »

Art. 4. Artikelen 8 en 9 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 8. De aanvrager van een nominatieve inschrijving ondertekent een verklaring met betrekking tot de tekst van de inschrijving en de betaling van de rentetermijnen.

Art. 9. De dienst der Staatsschuld levert aan de betrokkene een inschrijvingsbewijs af. »

Art. 5. L'intitulé de la section II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« *Section II.* — De la conversion des titres au porteur en inscriptions nominatives. »

Art. 6. Les articles 10 à 12 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« **Art. 10.** Les obligations au porteur peuvent être converties en inscriptions nominatives dans les cas prévus à l'article 5.

A cet effet, les obligations doivent être déposées, avec tous les coupons d'intérêt à échoir, à la Banque Nationale de Belgique.

Lorsque le dépôt est effectué dans le mois qui précède l'échéance, le coupon de cette échéance doit être détaché.

Art. 11. Le déposant signe un bordereau de dépôt relatif aux titres déposés et une déclaration concernant l'intitulé de l'inscription et le paiement des arrérages.

Sur la remise de ces pièces, l'agent du Caissier de l'Etat délivre au déposant un récépissé.

Art. 12. La conversion au départ d'une inscription en compte, reposant sur un certificat global au porteur, en une inscription nominative au grand-livre, se réalise par le dépôt au grand-livre d'un ordre ce virement que signe ou contresigne le dépositaire du certificat ».

Art. 7. L'intitulé de la section III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« *Section III.* — De la conversion d'inscriptions nominatives en titres au porteur et des transferts. »

Art. 8. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 13.** La conversion en titres au porteur ou le transfert d'une inscription nominative a lieu exclusivement à la demande du titulaire ou de son mandataire spécial.

Lors d'un transfert, l'acquéreur est saisi de la propriété et de la jouissance du capital par le seul fait de la signature du cédant, qui perd ainsi tout droit de faire opposition ».

Art. 9. Les articles 15 à 17 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« **Art. 15.** Les déclarations de transfert ou de conversion doivent être revêtues de la signature légalisée du titulaire ou de son mandataire spécial.

Si l'intéressé demeure à l'étranger, la législation se fait conformément aux dispositions de l'article 57 du présent arrêté.

Dans les bureaux du service du grand-livre, l'identité se constate au moyen de la carte d'identité.

Art. 16. Le transfert ou la conversion en titres au porteur des inscriptions immatriculées au nom de sociétés civiles ou commerciales, ou au nom d'associations ou d'autres organismes ayant la personnalité juridique, s'opère sous la signature des personnes habilitées à cette fin dans les actes constitutifs ou statuts; celles-ci doivent produire un extrait de la délibération du conseil d'administration ou de l'organe compétent autorisant l'opération et contenant les pouvoirs nécessaires.

Art. 17. Les inscriptions, les transferts et les conversions se font avec la jouissance des arrérages à compter du premier jour de la période pendant laquelle ces opérations ont lieu.

Néanmoins, les opérations qui s'effectuent dans le mois qui précède l'échéance, se font avec la jouissance des arrérages à compter du premier jour de la période suivante ».

Art. 10. Les articles 18 à 29 du même arrêté sont abrogés.

Art. 11. A l'article 30 du même arrêté, les mots « et de l'extrait d'inscription » sont supprimés.

Art. 12. L'article 31, 1^o du même arrêté est abrogé.

Art. 13. A l'article 37 du même arrêté, les mots « par la présentation de l'extrait d'inscription et » sont supprimés.

Art. 14. L'article 38 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 38.** Le service du grand-livre peut réunir diverses inscriptions existant en une même catégorie de dette au nom du même propriétaire ».

Art. 5. Het opschrift van afdeling II van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« *Afdeling II.* — Omzetting van de effecten aan toonder in inschrijvingen op naam. »

Art. 6. Artikelen 10 tot 12 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« **Art. 10.** De obligaties aan toonder mogen omgezet worden in inschrijvingen op naam in de gevallen bepaald in artikel 5.

Daartoe moeten de obligaties met al de te vervallen rentecoupons bij de Nationale Bank van België ingeleverd worden.

Wanneer de inlevering geschiedt in de maand vóór de vervaldag, dient de coupon van die vervaldag te worden losgemaakt.

Art. 11. De inleveraar ondertekent een inleveringsbordereel betreffende de ingeleverde effecten en een verklaring met betrekking tot de tekst van de inschrijving en de betaling van de rentetermijnen.

Bij de afgifte van de bedoelde stukken overhandigt de agent van de Rijkskassier een ontvangstbewijs aan de inleveraar.

Art. 12. De omzetting van een inschrijving in rekening, berustend op een globaal toondercertificaet, in een nominatieve inschrijving in het grootboek gebeurt door de afgifte van een overschrijvingsformulier bij het grootboek, dat ondertekend of medeondertekend wordt door de depositaris van het certificaet ».

Art. 7. Het opschrift van afdeling III van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« *Afdeling III.* — De omzetting van inschrijvingen op naam in toondereffecten en de transferten. »

Art. 8. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« **Art. 13.** Omzetting in effecten aan toonder of overdracht van een inschrijving op naam geschiedt uitsluitend op aanvraag van de houder of van diens bijzondere gemachtigde.

Bij overdracht valt de eigendom en het genot van het kapitaal aan de verkrijger toe door het enkele feit dat de overdrager ondertekent, waardoor hij elk recht om verzet te doen verliest ».

Art. 9. Artikelen 15 tot 17 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« **Art. 15.** De verklaringen tot overdracht of tot omzetting moeten voorzien zijn van de gelegaliseerde handtekening van de houder of van diens bijzondere gemachtigde.

Verblijft de belanghebbende in het buitenland, dan geschiedt de legalisatie overeenkomstig het bepaalde in artikel 57 van dit besluit.

In de kantoren van de dienst van het grootboek wordt de identiteit door middel van de identiteitskaart vastgesteld.

Art. 16. De overdracht of de omzetting in effecten aan toonder van de inschrijvingen gebeurt op naam van burgerlijke- of handelsvennootschappen of op naam van verenigingen of van andere instellingen met rechtspersoonlijkheid, geschiedt onder handtekening van de personen daartoe gerechtigd door de oprichtingsakten of de statuten; dezen moeten een uittreksel overleggen uit de beslissing van de raad van bestuur of van het bevoegd orgaan, waarbij de verrichting toegestaan wordt en waarin de nodige volmachten opgenomen zijn.

Art. 17. De inschrijvingen, de overdrachten en de omzettingen geschieden met uitkering van de rentetermijnen met ingang van de eerste dag der periode, tijdens welke deze verrichtingen gedaan worden.

De verrichtingen in de maand vóór de vervaldag gedaan, geschieden niettemin met renteuitkering met ingang van de eerste dag van de volgende periode ».

Art. 10. Artikelen 18 tot 29 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 11. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de woorden « alsmede van het inschrijvingsbewijs » geschrapt.

Art. 12. Artikel 31, 1^o van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de woorden « op vertoon van het inschrijvingsbewijs en » geschrapt.

Art. 14. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« **Art. 38.** De dienst van het grootboek mag verschillende op naam van dezelfde eigenaar in een zelfde categorie van schuld bestaande inschrijvingen samenvoegen ».

Art. 15. Les articles 41 et 42 du même arrêté sont abrogés.

Art. 16. Le chapitre IV du même arrêté, comprenant les articles 43 et 44, est abrogé.

Art. 17. Dans l'article 46 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 9 décembre 1971, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Les intérêts des certificats globaux sont payés par le service du grand-livre suivant les instructions du dépositaire ».

Art. 18. L'article 59 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1959, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 59. Les bureaux du grand-livre, établis au Ministère des Finances, sont accessibles au public de 9 à 11 heures 30 et de 14 à 16 heures, tous les jours, à l'exception des samedis, dimanches, jours fériés, des 22 juillet après-midi, 2 et 15 novembre et 26 décembre ».

Art. 19. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Art. 15. Artikelen 41 en 42 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 16. Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit dat de artikelen 43 en 44 omvat, wordt opgeheven.

Art. 17. In artikel 46 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 december 1971, wordt tussen het eerste en tweede lid, het volgende lid ingevoegd :

« De intresten der globale certificaten worden door de dienst van het grootboek volgens de instructies van de depositaris betaald ».

Art. 18. Artikel 59 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1959, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 59. De in het Ministerie van Financiën gevestigde kantoren van het grootboek zijn alle dagen van 9 tot 11 uur 30 en van 14 tot 16 uur, voor het publiek toegankelijk, uitgezonderd op zaterdagen, zondagen, feestdagen, 22 juli namiddag, 2 en 15 november en 26 december ».

Art. 19. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 mei 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

F. 89 — 918

11 MAI 1989. — Arrêté royal
relatif à l'émission de l'emprunt dénommé
« Obligations linéaires 8,25 % — 1^{er} juin 1999 »

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1948 portant intégration au budget général des dépenses financées hors du budget par avances de trésorerie au cours de l'exercice 1948 et antérieurement, notamment l'article 33;

Vu les lois de finances pour les exercices 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 et 1988;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens pour chacun des exercices 1947, 1949 à 1957, 1975 à 1978, 1980, 1981, 1983 à 1985, 1987 et 1989;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens et le budget des recettes extraordinaires pour chacun des exercices 1958 à 1971, 1973 et 1974;

Considérant que ces lois, chacune pour l'exercice qu'elle concerne, autorisent le gouvernement à couvrir par des emprunts, soit l'excédent des dépenses budgétaires sur les recettes budgétaires, soit le remboursement d'obligations à leur échéance finale ou facultative;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 170, modifié par les lois des 15 juillet 1986 et 28 décembre 1983;

Vu l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1959, par la loi du 10 octobre 1967 et par les arrêtés royaux des 9 décembre 1971, 10 novembre 1987, 26 avril 1989 et 11 mai 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre, aux conditions qu'il détermine, un emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,25 % — 1^{er} juin 1999 ».

Art. 2. Le capital émis porte intérêt au taux de 8,25 % l'an à partir du 1^{er} juin 1989. Les intérêts sont payables le 1^{er} juin des années 1990 à 1999.

Art. 3. L'emprunt est émis par adjudication, selon le procédé de l'appel d'offres. Il est constitué de différentes tranches.

N. 89 — 918

11 MEI 1989. — Koninklijk besluit
betreffende de uitgifte van de lening genaamd
« Lineaire obligaties 8,25 % — 1 juni 1999 »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 29 juni 1948 houdende aanrekening op de algemene begroting van de gedurende het dienstjaar 1948 en vroeger door schatkistvoorschotten buiten de begroting gefinancierde uitgaven, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op de financiewetten voor de dienstjaren 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 en 1988;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting voor elk van de dienstjaren 1947, 1949 tot 1957, 1975 tot 1978, 1980, 1981, 1983 tot 1985, 1987 en 1989;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting en de begroting van de buitengewone ontvangsten voor elk van de dienstjaren 1958 tot 1971, 1973 en 1974;

Overschiedende dat deze wetten, elk voor het dienstjaar dat hen betreft, de regering machtigen om, hetzij het overschot van de begrotingsuitgaven op de begrotingsontvangsten, hetzij de terugbetaling van de obligaties op hun eind- of facultatieve vervaldag door middel van leningen te dekken;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid artikel 170, gewijzigd door de Wetten van 15 juli 1986 en 28 december 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de dienst der staatsschuld, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1959, bij de wet van 10 oktober 1967 en bij de koninklijke besluiten van 9 december 1971, 10 november 1987, 26 april 1989 en 11 mei 1989;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onze Minister van Financiën wordt gemachtigd, onder de door hem vast te stellen voorwaarden, een lening genaamd « Lineaire obligaties 8,25 % — 1 juni 1999 » uit te geven.

Art. 2. Het uitgegeven kapitaal rent tegen 8,25 % 's jaars vanaf 1 juni 1989. De rente is betaalbaar op 1 juni van de jaren 1990 tot 1999.

Art. 3. De lening wordt uitgegeven bij aanbesteding volgens het systeem van beroep op offertes. Zij is samengesteld uit verschillende tranches.